

**République Tunisienne**  
**Ministère de la Jeunesse et de l'Enfance**  
**Centre d'Etudes de Recherches et de Documentation en matière de Jeunesse**  
**d'Enfance et du Sport**

**COLLOQUE INTERNATIONAL**

**« LA PROMOTION DE LA JEUNE FILLE RURALE EN AFRIQUE »**

**Tunis - 20 et 21 Novembre 1995**

**« De l'école buissonnière au journal d'une femme de chambre:  
la condition des jeunes filles en pays kroumir »**

**Communication de M. Frédéric SANDRON**  
**Chargé de Recherche à l'ORSTOM**

## **1. Introduction**

La Tunisie a connu un développement économique et social très important au cours des dernières décennies. Le pays se classe parmi les tout premiers sur le plan mondial en ce qui concerne la progression de l'Indice de Développement Humain calculé sur la période 1960-1992 [ PNUD 1994]. Seulement, la croissance n'a pas profité à tous de la même manière et, selon la terminologie en vigueur dans les plans de développement, subsistent encore quelques « zones d'ombre ». L'objet de cette communication est de montrer comment les conditions de vie des jeunes filles dans l'une de ces régions défavorisées sont en réalité le reflet d'une situation générale de précarité des familles et d'un rapport de dépendance vis à vis des autres régions.

## **2. Conditions de vie des populations**

La Kroumirie est une région montagneuse et forestière située au Nord-Ouest de la Tunisie. Malgré des potentialités importantes, cette région reste en deçà du développement économique que connaît l'ensemble du pays. A cette constatation correspond un ensemble de facteurs naturels qui ont façonné la vie des populations et ont abouti à un niveau de vie économique très faible.

### **Facteurs naturels**

Dans un pays où l'eau est le facteur limitant de l'activité agricole, la pluviosité importante de la Kroumirie pourrait apparaître comme un avantage comparé. Seulement, l'irrégularité des précipitations, que ce soit dans l'intensité ou selon la période de l'année, a des conséquences plutôt néfastes sur les terres. Celles-ci sont en pente et soumises à une forte érosion lors des averses. La mobilisation de cette ressource hydrique est rendue encore plus difficile par la mauvaise qualité des sols qui s'avèrent, en fin de compte, peu propices à l'agriculture. Il faut ajouter enfin le système foncier qui induit, par le truchement du système d'héritage, un morcellement extrême des terres.

L'autre problème majeur de la Kroumirie est son enclavement. L'habitat est très dispersé au sein de clairières forestières, appelées *douars*, dans lesquelles vivent quelques dizaines de ménages. Les voies de circulation sont des pistes difficilement carrossables, soumise aux crues des oueds et à l'enneigement l'hiver. Ce n'est que très récemment que les infrastructures se sont développées, notamment pour l'eau courante et l'électricité.

La conjonction de ces facteurs climatiques, édaphiques, fonciers et géographiques induisent des possibilités d'agriculture très limitées. Celle-ci est en effet peu productive et peu insérée dans le circuit économique.

### **Un niveau de vie économique très faible**

Une frange très importante de la paysannerie est constituée de petits paysans sans terre ou avec des superficies dérisoires. L'agriculture est en fait largement destinée à l'autoconsommation, l'élevage assurant un revenu quelque peu supérieur au paysan kroumir. Cette source de revenu n'est pas très importante dans la mesure où la fonction principale de l'élevage est celle de l'épargne, en l'absence de l'existence de marchés du crédit et de l'assurance pour ces populations. En outre, l'utilisation individuelle des animaux pour les diverses cérémonies religieuses ou familiales impliquent une logique différente de celle de la commercialisation.

Les projets de développement sont nombreux dans la région, ils aboutissent par exemple à l'accession croissante à la propriété en dur et à l'électrification. En revanche, l'insertion économique de la Kroumirie dans le marché national ou même régional est très faible au niveau des populations. Les ressources principales de la région proviennent de la forêt qui appartient à l'Etat et en tire les produits. In fine, une agriculture peu productive et destinée à l'autoconsommation, un élevage peu rentable lui aussi, et dont la fonction principale n'est pas d'assurer un revenu, une utilisation restreinte des produits forestiers indiquent bien que les activités traditionnelles participent faiblement aux revenus économiques des populations. La survie est alors assurée par la pluriactivité familiale au sein de laquelle la jeune fille a un rôle particulier que nous allons maintenant étudier.

### **3. Participation des jeunes filles à la pluriactivité familiale**

Au sein de la famille kroumir qui, malgré les changements, reste une entité de décision importante, la pluriactivité peut être perçue comme une stratégie de survie. Le rôle imparti à chacun selon son âge et son sexe est assez bien codifié et la passation de contrats intergénérationnels prend ici un sens particulièrement aigu.

#### **La pluriactivité comme condition de survie**

La famille nucléaire en Tunisie a toujours su s'intégrer dans le contexte plus large de la famille élargie. S'il est vrai que le marché et l'Etat se substituent de manière croissante aux réseaux familiaux, les enfants ont toujours une responsabilité envers leurs parents âgés. Cela se vérifie dans la zone qui nous intéresse, moins marquée par l'empreinte des nouvelles formes de production marchande et de reproduction sociale que les régions plus développées. C'est ainsi que la tendance apparente à la nucléarisation ne doit pas masquer la pérennité des solidarités familiales, surtout dans le cas de filles à qui incombe le plus souvent la charge de rester auprès de leurs parents ou de les héberger, pour des motifs économiques, médicaux ou affectifs [BEN SALEM 1994].

Dans ce cadre de solidarité familiale assez prégnant, l'insuffisance des ressources liées aux conditions locales susmentionnées se traduit par une diversification des activités auxquelles prennent part majoritairement les enfants du chef de famille. En effet, une fois installés, les chefs de famille migrent moins que les enfants

célibataires. L'augmentation importante de l'âge au mariage au cours des dernières années en Tunisie du Nord-Ouest n'est donc pas seulement le fait d'un changement des valeurs dans la famille et le couple, mais aussi une conséquence du système économique familial qui fait participer activement les enfants à un apport monétaire. A cet égard ATTIA [1986] mentionne que dans les milieux les plus défavorisés, ces transferts de salaire peuvent représenter les trois quarts du revenu total.

En Kroumirie, la participation des garçons au revenu familial se fait soit sur place, grâce aux chantiers forestiers organisés par l'Etat pour l'entretien et l'exploitation de la forêt, soit en migration, par la pratique d'activités diverses dont la plus courante est celle de manoeuvre dans le bâtiment en agglomération tunisoise. Pour les filles, il n'existe quasiment qu'une activité envisageable: celle de personnel domestique.

### **La filière des bonnes**

Cause ou conséquence des conditions économiques de la Kroumirie, on peut parler d'un véritable « trafic des bonnes » vers les régions plus favorisées c'est à dire la capitale et le littoral. Des filières sont mises en place, plus ou moins organisées. Dans certains cas, les individus issus du *douar* et qui se trouvent en migration servent de relais entre leur lieu de résidence et leur village d'origine. Il peut s'agir d'hommes ou de femmes exerçant elles-mêmes l'activité de bonne. Dans d'autres cas, ce sont les employeurs eux-mêmes qui se déplacent vers la Kroumirie pour y choisir une jeune fille. Enfin, des intermédiaires spécialisés peuvent aussi mettre en contact un employeur potentiel et un chef de famille qui souhaite faire travailler sa fille.

Les filles peuvent être envoyées comme employée de maison très jeunes, dès l'âge de dix ans, et dans ces conditions, il est évident que la décision est le fait du père. Le salaire est d'ailleurs intégralement versé à la famille de la jeune fille qui reste à demeure chez son employeur pour plusieurs années. Sans s'étendre sur le sort de ces jeunes filles, décrit dans [MARZOUKI 1982], signalons que les conditions de travail sont laissées à l'appréciation de l'employeur et que la précarité de leur situation induit une vision à court terme qui les pénalisera ensuite sur le marché du travail, comme nous allons le voir maintenant.

## **4. L'absence de formation en capital humain**

L'absence de débouchés sur le marché du travail local et l'opportunité immédiate de valoriser la main d'oeuvre familiale induisent un cercle vicieux dans lequel l'absence de formation des jeunes filles kroumirs et leur participation précoce à la pluriactivité familiale se trouvent imbriqués.

### **Une instruction insuffisante**

En 1956, le taux d'analphabétisme des femmes en Tunisie est de l'ordre de 96% [CREDIF 1994]. Réduit à moins de 50% aujourd'hui, cet indicateur est très variable selon les régions, la catégorie sociale et le milieu. Pour l'année 1989, le taux d'analphabétisme féminin varie de 36,6% en milieu urbain contre 66,1% en milieu

rural. Les différences, bien que s'atténuant, subsistent entre les sexes puisque 3,5% des garçons de 10 à 14 ans ne savent ni lire ni écrire contre 13,3% pour les filles [CREDIF 1994]. Selon les dernières statistiques de l'Institut National de la Statistique [1994], 37.895 garçons fréquentent l'enseignement primaire contre 29.520 filles dans le gouvernorat de Jendouba.

Les explications quant à ce retard de scolarisation des jeunes filles dans les régions déshéritées de la Kroumirie peuvent avoir plusieurs origines. Un premier facteur souvent évoqué par les mères a trait aux conditions structurelles que créent la pauvreté de leur famille et de leur région. Ainsi, les discours récurrents sur la mauvaise santé des enfants, les conditions pénibles pour se rendre à l'école que ce soit à cause de la chaleur l'été ou du froid l'hiver, l'éloignement de l'école, le danger du trajet, traduisent des difficultés majeures dans le vécu quotidien de ces populations [KARAOUI 1991]. Ensuite, un argument déjà invoqué est qu'il existe un coût d'opportunité à scolariser des jeunes filles qui peuvent assurer un revenu familial conséquent pendant plusieurs années, dans le cas des jeunes domestiques. Pour les autres, leur participation aux activités ménagères, aux travaux agricoles et au gardiennage des troupeaux les rendent indispensables eu égard à la division sexuelle du travail. Un troisième argument à la réticence face à la scolarisation des jeunes filles s'inscrit dans la sphère de la reproduction sociale ou bien de la tradition. Le rôle de la femme au sein de la famille est assez précis dans la société maghrébine et l'idée existe que la scolarisation allait remettre en cause l'ordre traditionnel [BARKALLIL 1994].

Le dernier argument doit être nuancé car d'autres phénomènes viennent le contrecarrer ou le détourner. Par exemple, l'instruction croissante des hommes allaient créer une demande de femmes également instruites, ce que les parents acceptaient d'autant mieux que le mariage de leur fille avec un homme instruit était une reconnaissance d'ascension sociale. Autre exemple remettant en cause la relation directe entre scolarisation et tradition, dans le cas des jeunes bonnes, il faut noter que le retour au *douar* est loin d'être systématique, la découverte de la ville leur ayant, selon l'expression consacrée en milieu rural, « ouvert les yeux ». L'absence de formation n'est donc pas ici la raison directe d'un bouleversement de l'ordre établi mais plutôt une variable intermédiaire qui passe par la découverte de l'activité en milieu urbain.

### **Des activités non formatrices**

Le problème qui se pose pour ces jeunes domestiques est qu'elles ne retirent aucun avantage en termes d'investissement en capital humain de leur activité. Privées de formation scolaire, elles acquièrent « sur le tas » une formation peu valorisable à terme dans un autre secteur. En outre, lorsqu'elles atteindront l'âge du mariage, elles seront remplacées par des plus jeunes, aptes à rester dans la demeure des employeurs à temps complet.

L'absence de formation est donc ici le résultat de conditions économiques précaires, d'un blocage du processus d'accumulation qui maintient les familles dans des stratégies de survie à court terme. La pluriactivité apparaît comme le seul moyen d'assurer un revenu familial avec comme conséquence la nécessité d'envoyer les enfants en migration.

## 5. Conclusion

Qu'elles restent au *douar* pour aider aux activités ménagères et agricoles ou bien qu'elles soient envoyées comme domestique dans les grandes villes, le sort commun de nombreuses jeunes filles de la Kroumirie rurale semble donc être celui de l'école buissonnière, au moins pour les dernières années de scolarité pourtant obligatoire. Cette situation est d'autant plus néfaste pour elles que le pays a accompli de gros progrès en matière de scolarisation et qu'elles se retrouvent, en termes comparatifs, davantage marginalisées. Ceci est amplifié par le fait que la formation « professionnelle » qu'elles acquièrent est peu valorisable et s'inscrit davantage dans une logique économique familiale de court terme.

Au delà des discriminations que subissent ces jeunes filles, c'est toute une société qui s'en trouve déstabilisée puisqu'une partie d'entre elles refusent de rentrer après avoir découvert la ville. Il faut y voir là une des raisons de la situation de crise démographique que connaît la région, que ce soit à travers une émigration importante, un sex-ratio très inégal selon les tranches d'âge et une fécondité parmi les plus faibles du pays. Dans le cadre de la théorie micro-économique beckerienne, cette baisse de la fécondité est d'autant plus curieuse que la logique familiale s'inscrit encore au sein d'un contexte dans lequel l'enfant « rapporte » alors que la baisse de la fécondité en milieu urbain est passé par une prise de conscience selon laquelle l'enfant « coûte ».

On s'aperçoit en fin de compte que le sort de la jeune fille rurale n'est donc pas seulement l'addition des discriminations que subissent les jeunes, les femmes ou les ruraux mais se conjugue comme la résultante du fonctionnement d'un système complexe dans lequel interviennent les logiques économiques familiales, les relations ville-campagne et où resurgissent de manière flagrante l'importance des différences de développement des régions, ce qui permet aux plus développées d'entre elles de se servir d'autres comme réservoir de main d'oeuvre. C'est donc le problème de l'inégal développement régional qui est en jeu.

## Bibliographie

ATTIA H. [1986] « Problématique du développement du Nord-Ouest tunisien », *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, n°41-42.

BARKALLIL N. [1994] « L'instruction des filles ou la subversion de l'ordre ancien », in DRAOUI-MAHFOUDH D. (éd.) « *Femmes diplômées, pratiques novatrices* », Fonds des Nations Unies pour la Population, Institut de Recherche et d'Etudes de la Population, Tunis.

BEN SALEM L. [1994] « Structures familiales et réseau d'entraide », in « L'entraide familiale », *Cahier de l'IREP*, n°11, Tunis.

BOURAOUI A. [1993] « La population forestière: analyse des caractéristiques socio-démographiques de la population forestière dans la région montagneuse du gouvernorat de Jendouba », in « Problèmes Socio-Economiques de la forêt du Nord-Ouest de la Tunisie », *Cahier du CERES, Série Géographique*, n°8, Tunis.

CREDIF [1994] « *Femmes de Tunisie. Situation et perspectives* », République Tunisienne, Ministère de la Femme et de la Famille, Centre de Recherche, de Documentation et d'Information sur la Femme, Tunis.

ERKELENS P. [1983] « L'exode rural dans deux douars de la région kroumirienne », Université Libre d'Amsterdam & Direction de l'Aménagement du Territoire, Tunis, Série Etudes Régionales, tome 32.

Institut National de la Statistique [1994] « *Annuaire statistique de la Tunisie* », Année 1992-1993, vol.36, République Tunisienne, Ministère du Plan et du Développement Régional, INS.

KARAOUI N. [1991] « L'univers éclaté des paysans du Nord Ouest tunisien: la reproduction de l'échec », *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*, vol.28, n°104-105.

MARZOUKI I. [1982] « Le travail des enfants: cas des employées de maison », Mémoire du Certificat d'Aptitude à la Recherche en Sociologie, Université de Tunis, Faculté des Lettres et Sciences Humaines.

PNUD [1994] « *Rapport mondial sur le développement humain* », Economica, Paris.

TOUITI H. [1994] « L'effet des facteurs socio-économiques sur la participation de la femme au marché du travail », in « Femme, population et développement », Actes du séminaire international de Tunis, 29 juin-3 juillet 1992, *Cahier de l'IREP*, n°9, Tunis.